

« OUBLIER LA DÉMOCRATIE »

REGARD DE FONDEMOS :



Le capitaine Ibrahim Traoré, chef de la junte du Burkina Faso, 22 janvier 2026

Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré a déclaré le 2 avril 2026 que « les gens devaient oublier la question de la démocratie ».

Tandis que Paul Biya au Cameroun ou Teodoro Nguema Obiang en Guinée Équatoriale organisent des élections sans substance, des « *fictions démocratiques* » comme l'écrit le journaliste Ousmane Ndiaye dans son ouvrage *L'Afrique contre la démocratie*, le Burkina Faso abandonne

même l'illusion. **Le régime ne feint même plus de respecter les formes.**

La déclaration est audacieuse : après avoir dissous les partis politiques et liquidé les institutions électorales, le chef de la junte militaire demande désormais aux citoyens d'abandonner l'idée même de participer au pouvoir.

Pourquoi se permet-il d'être aussi direct ? Fait-il le pari que les Burkinabés, épuisés par des décennies d'échecs sécuritaires, ont fini par perdre confiance dans la démocratie elle-même ?

En brandissant la démocratie comme une « *importation coloniale* », il offre au peuple un discours qui semble libérateur : oublier l'héritage occidental, inventer une voie propre, une « révolution » nationale.

Mais selon l'historien Achille Mbembe, **parler de « crise de la démocratie » en Afrique est un**

contresens puisque la démocratie substantive, qui se mesure à la qualité de vie démocratique au quotidien, à la possibilité de délibérer et de résister, n'y a jamais vraiment existé. Ce que Traoré rejette n'est donc pas une démocratie vivante, mais l'exigence même de responsabiliser le pouvoir, d'enquêter sur les violations et de juger les responsables.

Le discours révolutionnaire devient alors prétexte pour transformer l'absence de démocratie en choix national.

Comme l'observe WATHI, le think-tank fondé par Gilles Yabi, les juntes militaires du Sahel s'efforcent avant tout d'empêcher l'émergence de sociétés civiles fortes. Elles veulent exercer le pouvoir sans avoir de comptes à rendre - une stratégie que partagent, sous des formes différentes, les régimes civils du continent qui maintiennent l'apparence électorale.